

REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE

**PROJET D'APPUI AU PROGRAMME SPECIAL DE SECURITE ALIMENTAIRE
(PA/PSSA) – PHASE II**

UNITE DE GESTION DU PROJET

BP 391

Tél : 20 35 02 01 Fax : 20 35 03 85



RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2011



JANVIER 2012

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	4
I – CONTEXTE DU PROJET	5
II – BILAN DES REALISATIONS PHYSIQUES PAR COMPOSANTE	10
2.1. Composante A : Infrastructures Communautaires.....	10
2.2 - Composante B : Appui aux activités agricoles, d'élevage et de pêche.....	11
2.3 - Composante C : Mesures d'accompagnement.....	14
2.4.Composante D : Ligne de microfinance et renforcement des capacites.....	22
2.5. Composante E : Appui à l'UGP.....	23
2.6. Composante F : Etudes, Supervision, Rapport D'achèvement	25
2.7. Composante G : Audit.....	26
Tableau récapitulatif des réalisations physiques.....	27
III – BILAN DES REALISATIONS FINANCIERES	31
Appréciation globale.....	31
Appréciation par composante	32
Tableau récapitulatif des réalisations financières par composante.....	33
IV- RESUME - CONTRAINTES ET DIFFICULTES.....	35
ANNEXES.....	37

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AGR	:	Activités Génératrices de Revenus
AON	:	Appel d'offre national
AVB	:	Agent vulgarisateur de Base
BID	:	Banque Islamique de Développement
CN	:	Coordonnateur National
CPP	:	Comité de Pilotage du Projet
DDGR	:	Direction Générale du Génie Rural
DEP	:	Direction des Etudes et de la Programmation
DGA	:	Direction Générale de l'Agriculture
IMF	:	Institution de Microfinance
INRAN	:	Institut National de Recherche Agronomique du Niger
MAG	:	Ministère de l'Agriculture
MEIA	:	Ministère de l'Elevage e des Industries animales
ME/F	:	Ministère de l'Economie et des Finances
NO	:	Non objection de la Banque Islamique de Développement
ONG	:	Organisation(s) Non Gouvernementale (s)
OP	:	Organisations Paysannes
OPA	:	Organisations Professionnelles Agricoles
RAFC	:	Responsable Administratif , Financier et comptable
RSE	:	Responsable Suivi et Evaluation
PTBA	:	Programme de travail et budget annuel
PSSA	:	Programme Spécial de Sécurité Alimentaire
TDR	:	Termes De Références
SFD	:	Système Financier Décentralisé
UGP	:	Unité de Gestion du Projet

INTRODUCTION

Le présent rapport d'activités constitue le premier du genre dans le cadre de la mise en œuvre de la phase 2 du Projet d'appui au Programme Spécial de Sécurité Alimentaire.

Il couvre la période allant d'octobre 2010 à décembre de l'année 2011.

La mise en œuvre du projet a été véritablement entamée à partir de février 2011 ; date à laquelle le premier versement de fonds a été effectué dans le compte spécial du projet. Les activités ont ainsi commencé avec notamment l'installation des ressources humaines, matérielles et financières. Après l'installation de ces ressources ; il s'est ensuite agi de la préparation de phase opérationnelle marquée par l'élaboration des programmes pluriannuels et du PTBA 2011. Les rencontres d'échange des informations, à savoir la réunion du comité de pilotage, l'atelier de lancement et la mission de sensibilisation dans les régions ont constitué les points clés essentiels qui ont marqué l'année 2011.

Cette année s'est caractérisée par un nombre relativement limité de réalisations physiques sur le terrain compte tenu d'un certain nombre de contraintes, à savoir les retards accusés dans le recrutement de l'ingénieur-conseil et de l'expert en finance islamique et même dans l'élaboration du manuel de procédures administratives, financières et comptables. Malgré ces retards, des réalisations concrètes ont été faites, notamment dans le cadre du volet Environnement avec les opérations d'empoissonnement ; du volet Elevage de la composante C avec la mise en place des pintades galor et l'installation des modèles d'irrigation.

Le présent rapport rend compte de toutes les activités menées dans le cadre de la mise en œuvre du Projet. Il comprend quatre principaux points : un premier point qui présente le contexte du projet ; un second point consacré au bilan des réalisations physiques ; un troisième point qui sera consacré au bilan des réalisations financières ; enfin le quatrième point présente un résumé succinct des réalisations à l'issue de la mise en œuvre du projet faisant ressortir également les contraintes et difficultés ainsi que les recommandations.

I - CONTEXTE DU PROJET

Fiche Signalétique Du Projet

TITRE DU PROJET : Projet d'appui au Programme Spécial Sécurité Alimentaire – Phase II

BAILLEURS DE FONDS : BID, Croissant Rouge Qatari, Gouvernement du Niger et bénéficiaires

COUT TOTAL DU PROJET : 18 930 000 \$ US

PLAN DE FINANCEMENT :

Composantes	COUT TOTAL	1\$US =500 FCFA	BID		CR QATARI		NIGER	
	\$ us (milliers)	Fcfa (milliers)	\$ us (milliers)	Fcfa (milliers)	\$ us (milliers)	Fcfa (milliers)	\$ us (milliers)	Fcfa (milliers)
A. Infrastructures communautaires	5 470	2 735 000	3 200	1 600 000	360	180 000	1 910	955 000
B. Appui aux activités agricoles, d'élevage et de pêche	3 170	1 585 000	3 170	1 585 000				
C. Mesures d'accompagnement	2 300	1 150 000	2 300	1 150 000				
D. Ligne de Microfinance et renforcement des capacités	3 220	1 610 000	3 010	1 505 000			210	105 000
E. Appui à l'UGP	1 250	625 000	250	625 000				
F. Etudes, supervision et rapport d'achèvement	1 720	860 000	720	860 000				
G. Audit	80	40 000	80	40 000				
Coût de base	17 210	8 605 000	14 730	7 365 000	360	180 000	2 120	1 060 000
Imprévus 10%	1 720	860 000	1 470	735 000	36	18 000	210	10 500
COUT TOTAL	18 930	9 465 000	16 210	8 105 000	400	200 000	2 330	116 500

Durée : 5 ans

Date de signature de l'accord de prêt et de subvention BID: 03/02/2010

Date de mise en vigueur de l'accord de financement/BID : 05/09/2010

Date de démarrage effectif (atelier de lancement) : 05/09/2010

Date de clôture du prêt BID : 31/12/2014

Caractéristiques du projet

Objectif global

Contribuer à renforcer la sécurité alimentaire des populations en augmentant la disponibilité, l'accessibilité et la qualité nutritionnelle de la nourriture et à lutter contre la pauvreté en augmentant les revenus des populations.

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont :

- i) l'amélioration de la productivité agricole par la maîtrise de l'eau à faible coût ;
- ii) le développement des activités de production végétale ou animale à forte valeur ajoutée ;
- iii) la dissémination des techniques et technologies améliorées en matière de maîtrise de l'eau, d'intensification et de diversification ;
- iv) le soutien aux communes dans la réalisation des infrastructures communautaires ;
- v) le renforcement des capacités des institutions publiques et la formation des organisations professionnelles agricoles.

Composantes

Le projet d'appui au PSSA comporte les composantes suivantes :

- Composante A « Infrastructures communautaires »
- Composante B « Appui aux activités agricoles, d'élevage et de pêche »
- Composante C « Mesures d'accompagnement »
- Composante D « Ligne de Micro finance et renforcement des capacités »
- Composante E « Appui à l'Unité de Gestion du Projet »
- Composante F « Etudes, Supervision des travaux et Rapport d'achèvement »
- Composante G « Audit »

Zone d'intervention

La zone d'intervention comprend 64 communes situées dans 23 départements, dans les 8 régions du Niger.

Lien avec la SDR

La mise en œuvre du projet concerne les 10 programmes structurants et les programmes prioritaires N°11 (Développement de l'irrigation) et N°13 (Restauration des terres et reboisement) de la Stratégie de Développement Rural.

Il s'intègre aussi parfaitement à la Stratégie de Développement accéléré et de Réduction de la pauvreté 2008-2012 adoptée par le Niger qui constitue le cadre de référence global de toutes les actions de développement économique et social.

Ancrage institutionnel

Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAG/EL) assurera la mise en œuvre (maître d'œuvre) du projet à travers la Direction Générale de l'Agriculture (DGA) qui travaillera en collaboration avec la Direction Générale du Génie Rural (DDGR), la Direction Générale de l'élevage (DGE), la Direction des Etudes et de la Programmation du MAG/EL ; la Direction Générale de l'environnement et des eaux et forêts du Ministère de l'environnement et de la lutte contre la désertification ; la Direction des crédits décentralisés et la Direction Générale de l'Evaluation du Ministère de l'Economie et des Finances (MFE).

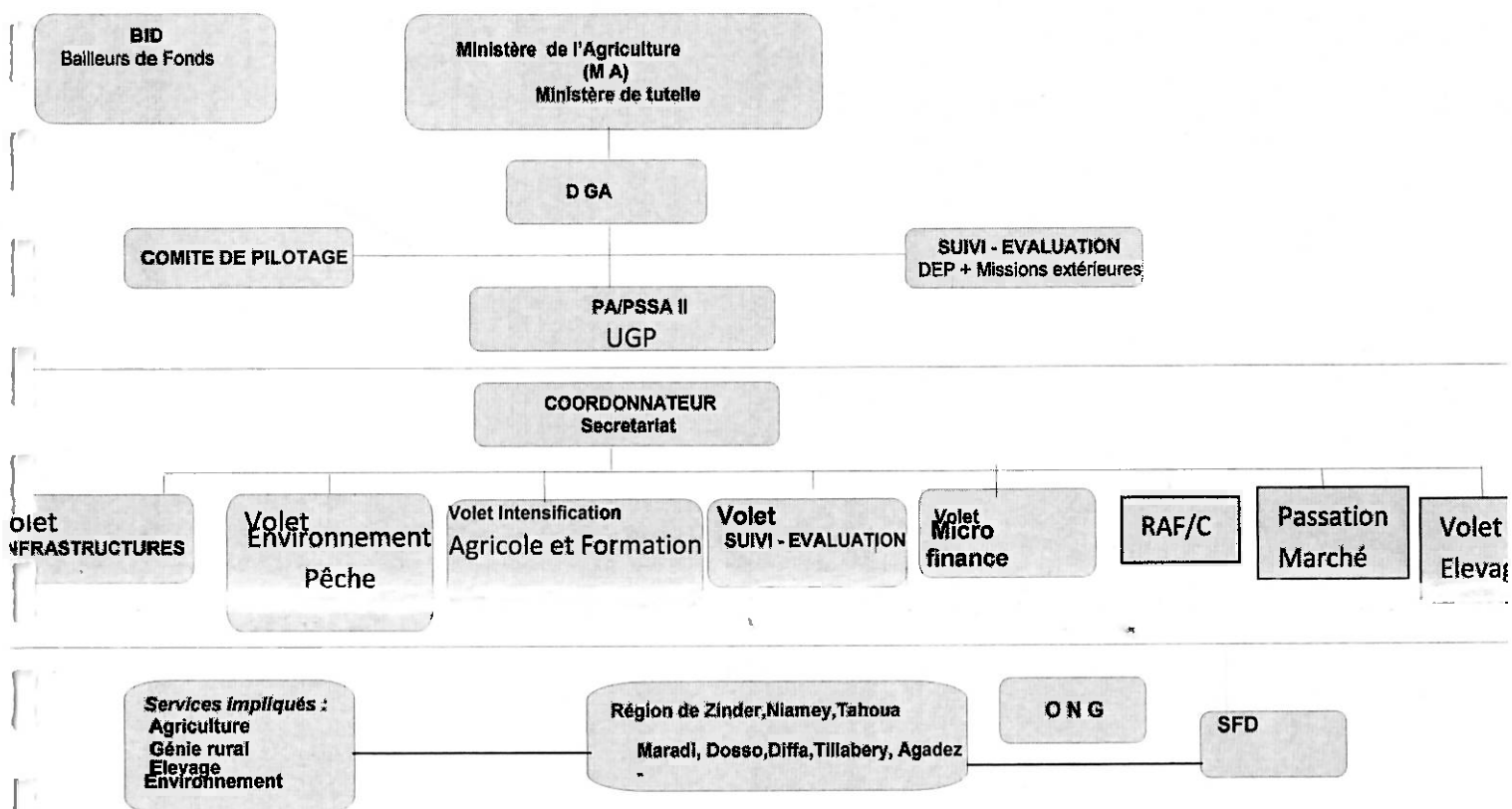
Le comité de pilotage a été créé par arrêté N°054/MAG/ELSG/DGA du 17 juin 2010. Ce comité a pour rôle d'assurer la cohérence de la mise en œuvre des activités et favoriser la recherche de synergie entre les différents partenaires et acteurs du projet.

Structure de mise en œuvre du Projet

Sur le plan opérationnel, le projet sera mis en œuvre par une Unité de Gestion de projet (UGP) constituée par une équipe de professionnels qualifiés et un personnel d'appui composée comme suit :

- Un (1) Coordonnateur du Projet
- Un (1) Responsable des infrastructures rurales
- Un (1) Responsable chargé des questions agricoles ;
- Un (1) Responsable des questions d'élevage
- Un (1) Responsable des questions environnementales, de la pêche et de la gestion des ressources naturelles ;
- Un (1) Responsable de la programmation et du suivi-évaluation ;
- Un (1) Responsable chargé de la mise en œuvre du volet microcrédit et du développement communautaire ;
- Un (1) Responsable administratif, financier et comptable
- Un (1) spécialiste en passation de marchés
- Deux (2) secrétaires
- Trois (3) chauffeurs
- Deux (2) gardiens

Organigramme Pa/Pssa li



L'équipe de projet sera chargée essentiellement de la programmation, de l'exécution, de la coordination et du suivi-évaluation des activités prévue à travers les différentes composantes sur la base de principes de partenariat et de contractualisation.

L'UGP a été créée par arrêté N°053/MAG/EL/SG/DGA du 17 juin 2010 et mis en place le 10 octobre 2010.

Groupes cibles

D'une manière générale, le groupe cible du projet est constitué de populations pauvres et vulnérables de la zone d'intervention. Il s'agit surtout de ménages et d'individus dont les revenus proviennent essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. Le projet vise particulièrement dans le volet crédit les femmes et les jeunes qui sont les plus vulnérables.

Ainsi, le groupe cible est constitué comme suit :

- Les exploitants agricoles qui bénéficieront des actions en matière d'intensification et de diversification des productions agricoles
- Les exploitants des actions d'élevage, de pêche et de gestion des ressources naturelles

- Les porteurs de projets dans le cadre du volet microcrédit, notamment les femmes et les jeunes
- Les organisations paysannes, les groupements, les communautés et les communes de la zone d'intervention du projet.

II – BILAN DES REALISATIONS PHYSIQUES PAR COMPOSANTE

2.1. Composante A : Infrastructures Communautaires

2.1.1. Rappel des prévisions

Deux principales activités ont été prévues :

- La coordination et la participation aux études sur les infrastructures communautaires à mettre en place
- La récupération de 400 ha de terres agricoles dégradées.

2.1.2. Réalisations physiques

Aucune réalisation des prévisions n'a été faite

Observations et commentaires

Le manque de réalisation dans cette composante est dû au manque de recrutement de l'ingénieur-conseil ; la procédure est toujours en cours. En effet, la réalisation de ces infrastructures dépend du recrutement de l'ingénieur conseil qui est en cours avec beaucoup de retard. Le dossier d'appel d'offres est terminé. Le marché a été lancé. Les différentes commissions (de dépouillement, d'analyse technique, et d'adjudication) ont fini leurs travaux. Tous les résultats ont été transmis à la BID pour la non objection. La BID n'a pas encore répondu à cette date.

.La récupération des terres a été programmée pour le dernier trimestre ; mais n'a pas été réalisée en fin décembre. L'Etat devant financer l'activité à hauteur de 75 % n'a pas libéré les fonds prévus à cet effet.

2.2 - Composante B : Appui aux activités agricoles, d'élevage et de pêche

2.2.1. Rappel des prévisions

Volet Agriculture

Cultures irriguées

Au titre de ce volet, il est prévu la mise en place d'équipements d'irrigation que sont les modèles M2, M3, M4 et M6 pour les cultures irriguées

Ce volet concerne uniquement la petite irrigation. Pendant la première phase nous avons opté uniquement pour le réseau californien. Mais l'expérience a démontré qu'il ne s'applique pas dans toutes les zones. C'est pour cette raison que nous avons développé plusieurs modèles aux choix des producteurs permettant d'implanter 0,5 ha par exploitant.

Il s'agira d'installer pour l'année 2011 :

- 50 modèles M₂
- 50 modèles M₃
- 42 modèles M₄ et
- 14 modèles M₆

Cultures pluviales

Il est prévu :

- La mise en place d'UCA bovines et asines pour respectivement 100 unités et 250 unités ;
- La mise en place de 50 kits d'outillage agricole.

Volet Elevage

Au titre de ce volet ; trois types d'activités sont prévus:

- L'aviculture fermière pour de 102 unités ;
- L'embouche ovine pour 400 unités;
- L'élevage naisseur de petits ruminants pour 700 unités.

Volet Pêche

Il est prévu l'empoissonnement de dix mares sur une superficie de 1000 ha avec l'introduction de 100.000 poissons.

Les mares du Niger offrent d'importantes possibilités de productions de poissons à faibles coûts, créant ainsi des nombreux emplois pour les jeunes et les femmes. Au cours de l'année 2011 il est envisagé l'empoissonnement de dix mares couvrant une superficie de 1000 hectares que sont : Alla dalaram dans la région de Diffa, Wiwi ,Goumba et Baboul dans la région de Zinder, Folakam, Dossey dans la région de Tahoua, Wadata dans la région de Dosso, Kongou Gourou Zarmagandaye dans la région de Niamey et Bafalé et Hogoré dans la région de Tillabery. Ceci permettrait une augmentation d'au moins 10 tonnes de poisson frais par ans.

Ces empoissonnements se feront avec des espèces locales très rustiques que sont les carpes (*Oreochromis niloticus*, *Saratherodon galileus* *Tilapia ziili*), les silures (*Clarias garipinus*, *Heterobranchus longifilius*, *Bagrus* sp, *Chrysichtys* sp, *Synodontis* sp...), et le capitaine (*Lates niloticus*) très appréciées par les consommateurs locaux. Les quantités par mares sont déterminées dans les fiches d'opérations respectives.

L'opération d'empoissonnement aura, à terme deux niveaux d'impacts :

1. Impact sur l'alimentation et la nutrition des populations ;
2. Impact sur les revenus des bénéficiaires par la vente de poissons capturés.

2.2.2. Réalisations physiques

Les réalisations concernent essentiellement le volet environnement avec l'empoissonnement des plans d'eau.

Une mission de finalisation des différents micros projets a d'abord eu lieu au cours du mois de juin 2011. Pour marquer le démarrage effectif des opérations d'empoissonnement des contrats de prestation des services ont été établis entre le projet et les différentes directions de l'environnement concernées. Ainsi onze mares ont été retenues pour les opérations d'empoissonnement pour une quantité totale de 21890 poissons à introduire

Le Responsable de Volet Environnement-Pêche et Gestion des Ressources Naturelles en collaboration avec le Responsable Administratif et Financier ont rédigé des contrats de prestation de services entre l'UGP et Les différentes directions départementales de l'environnement concernées par les opérations d'empoissonnements

Une seconde mission pour la signature des contrats et la mise en place des avances de démarrages aux différents prestataires s'est déroulées au cours du mois de Juillet 2011. Ainsi sept contrats de prestations de services ont été signés entre l'UGP et les directions régionales et départementales de l'environnement et la lutte contre la désertification des zones concernées A la date du 31/12/2011 toutes les régions ont fini les empoissonnements.

La situation de l'empoissonnement est la suivante :

Région	Département	Commune	Mares/ barrage	Superficie (ha)	Régime	Qité Prévue	Qité Réalisé e
Tahoua	Birni N'konni	Birni N'konni	Dossay e	80	p	2100	2085
		Birni N'konni	Follaka m	70	P	2100	1997
	Illéla	Bagaroua	Belaria	100	Sp	3500	3493
Diffa	Diffa	Gueskerou	Alladala raml	40	SP	4800	4240
Zinder	Mirriah	Gafaté	Toumba la	294	P	1000	982
		Albolkaram	Kassam a	133	P	1000	995
		Takeita	Baboul	100	P	1000	878
	Magaria	Bandé	Gochalo	100	P	1000	953
Dosso	Gaya	Gaya	Wadata	22	P	1240	1839
Tillabéri	Tillabéri	Sakoira	Hogoré	120	P	1500	1495
	Téra	Dargol	Nabolé	60	P	1500	1505
Niamey	Commune JV	Niamey III et IV	Kongou gorou	100	P	750	765
TOTAL				1054		21890	21227

Dans l'ensemble, les mortalités dues aux transports sont acceptables et sont inférieure à 10%

Observations et commentaires

Il ressort de la comparaison entre prévisions et réalisations ; des écarts importants. En effet, la plupart des prévisions n'a pas été réalisée. Cela est dû principalement au fait que l'expert en microfinance n'a pas été encore recruté pour rendre opérationnelle la ligne de crédit.

2.3 - Composante C : Mesures d'accompagnement

2.3.1. Rappel des prévisions

Les prévisions ont été faites par volet

Volet Infrastructures

Il est prévu :

- Les voyages d'études
- Le transfert de technologies en ce qui concerne les équipements d'irrigation

Volet agriculture

Les prévisions concernent :

- les conduites de démonstrations en cultures pluviales ; en cultures irriguées et en cultures attelées
- la formation des démonstrateurs
- la formation des producteurs
- les voyages d'études
- l'identification de sites de formation des producteurs en conduites de champs de diversité phytogénétique.

Volet Elevage

Il est prévu :

- La formation en aviculture
- La formation en embouche ovine
- La formation en élevage naisseur
- L'élevage et la vulgarisation des pintades galor
- La prophylaxie en maladies aviaires

Volet Pêche

Il est prévu la formation des pêcheurs à titre de mesures d'accompagnement de l'empoissonnement.

Volet Suivi-Evaluation

Il est prévu :

- La formation des cadres en Gestion axée sur les Résultats (GAR) ;
- La formation en ACCESS et gestion de bases de données
- La formation en SIG et en SPSS

Volet Microfinance et renforcement des capacités

Il est prévu :

- La formation des acteurs en finance islamique
- L'organisation de voyage d'étude
- L'appui aux IMFs sous forme d'aménagements ; de formation des membres des structures et d'appui en logistique.

2.3.2. Réalisations physiques

Volet Infrastructures

Les réalisations concernent la mise en place des équipements d'irrigation dans le cadre du transfert de technologies.

Le récapitulatif des réalisations est le suivant :

Régions	Départements	Communes	Réalisations		
			Forages	Réseaux de distribution (ml)	Moto-pompes
Tahoua	Bouza	Tama	11	1 100	11
		Jankadami	12	1 200	12
	Illéla	Illela	2	200	2
		Tajayé	1	100	1
	Konni	Bazaga	28	2 800	28
Diffa	Diffa	Bosso	5	500	5
	Mainésoara	Tam	4	400	4
Tillabéry	Kollo	Dantchiandou	25	2 500	25
Total			88	8 800	88

La mise en place de ces équipements servira également pour les démonstrations en cultures irriguées. En effet, il s'agira de conduire des démonstrations en matière d'irrigation dans les nouvelles zones d'intervention du projet. 18 unités des modèles M3 et M5 ont été installées à Tahoua et Diffa. Mais compte tenu de la réticence des producteurs vis-à-vis vis du modèle M5, nous sommes dans l'obligation d'abandonner ce modèle au profit de M3.

Par ailleurs une partie de la rubrique du système goutte à goutte /californien a été transformée en californien afin de répondre en partie aux demandes des

producteurs. Ainsi 70 producteurs ont pu être sélectionnés portant nos réalisations à 88 unités dans les nouvelles zones du projet. Beaucoup de demandes restent cependant à satisfaire.

Le système goute à goute n'a pu être réalisé car il dépend de la mission de l'équipe au Mali. Cette mission n'a pas eu lieu.

Volet agriculture

Quatre types d'activités ont été menées, il s'agit de :

- La Lutte biologique contre les mineuses des épis
- La formation des démonstrateurs en cultures attelées
- Les démonstrations en cultures pluviales
- La conduite des champs de diversification des cultures pluviales sur dunaire.

Concernant la lutte biologique contre les mineuses des épis ; le PSSA2 a accepté de financer l'opération de la lutte biologique contre la mineuse de l'épi du mil initiée par la Direction Régionale de l'Agriculture de Dosso dans l'objectif de protéger 25 000 ha de mil.

Ainsi, l'opération a été menée dans 25 villages de la région de Dosso à raison de : 3 villages de Loga ; 5 villages de Doutchi ; 5 villages de Gaya ; 5 villages de Boboye ; 5 villages de Dosso et les 2 villages de Dosso commune.

Le lâcher des insectes (*H. hebetor*) s'est effectué au moment de la floraison du mil, en août dans les champs de 50 paysans à raison de 2 producteurs pilotes/village.

Le contrôle de l'évolution du parasitisme ont été conduit durant les mois d'Août-Septembre, par le SRPV, les APV, les CDA et les producteurs. Elle a consisté à observer 10 jours après le lâcher, 100 épis autour de chaque point de lâcher (au niveau de villages échantillonnés) pour apprécier l'action du parasitoïde sur la mineuse.

Aussi, durant toute la durée de l'opération, les producteurs des villages concernés ont été invités à toutes les étapes sous forme de visites commentées afin d'être non seulement imprégnés mais aussi pour recueillir leurs avis quant aux éventuelles améliorations dans l'optique d'un transfert de la technologie en milieu rural.

Mais celles à la maturité du mil n'ont pu être réalisées à cause de la sécheresse qui a sévit en fin de la campagne 2011.

Ainsi, malgré l'issue difficile de la campagne ; quelques résultats encourageants ont été obtenus :

- Production sécurisée contre les attaques de la chenille mineuse de l'épi en traitant 25 villages de la région ;
- la technique d'élevage maîtrisée par les agents en vue d'un transfert en milieu rural ;
- Les dégâts de la mineuse sont ramenés à un seuil économiquement peu dommageable au mil ;

La formation des producteurs en techniques culturales s'est déroulée comme à l'accoutumé, avec les AVB, par la conduite des démonstrations suivantes :

- La conduite de 40 ha démonstrations sur les cultures associées mil-niébé (80 producteurs) ;
- La conduite de 20 ha démonstrations sur les cultures associatives mil-arachide (40 producteurs) ;

Les actions entreprises visent l'augmentation de la production et de revenu des producteurs par la diffusion des intrants et matériels agricoles à travers des démonstrations et/ou formation sur les cultures associées céréales légumineuses. Ces intrants agricoles sont placés à titre de prêt de campagne aux groupements qui les recouvreront pour constituer un fonds de roulement. Il s'agit de :

- 800 kg de semences améliorées de niébé ;
- 600 kg de semences améliorées de mil ;
- 1,6 tonne d'arachide ;
- 6 tonnes d'engrais (NPK, Urée, DAP) ;
- 270 sachets de fongicides ;
- 100 litres de pesticide : non achetés à cause de la persistance de la sécheresse.

Les résultats obtenus par département sont les suivants:

Départements	Rendements					
	Parcelles de démonstration			Parcelles témoin		
	Mil	Niébé	Arachide	Mil	Niébé	Arachide
Bouza	240	37	538	122	3	360
Illéla	398	70	604	277	60	379
Konni	292	117	88			
Tabalack	115	6	-	0	0	-
Tahoua	147	86	-	87	29	-
Diffa						
Mainé soroa	92	38	-	59	27	-

Malgré l'irrégularité et l'arrêt brusque des pluies dans la quasi-totalité des localités, les résultats obtenus par les producteurs démonstrateurs sur le développement des cultures et même sur les rendements ont permis de convaincre le groupe cible quant à l'intérêt d'utiliser dans leurs exploitations, les techniques et technologies vulgarisées. En effet l'ensemble des groupements partenaires du Projet ont promis de reconduire ces démonstrations même sur fonds propre l'hivernage prochain. Aussi, le Projet renforcera les capacités techniques et financières des OP partenaires des régions de Tahoua et Diffa par non seulement la reconduite des démonstrations,

mais aussi par la mise en place des matériels à traction animale et champs de diversification des cultures pluviales sur dunaire.

Le suivi de toutes les activités sera comme en 2011 assuré par les agents de vulgarisateurs des DDA sur la base d'un contrat de collaboration dument signé avec le Projet.

Concernant les démonstrations, le Projet a envisagé l'intensification de la production par le travail grâce à la diffusion des unités des cultures de trait tels que : la houe canadien 3 dents, la charrue, les semoirs et surtout les charrettes bovine et asine qui constituent l'équipement le plus sollicité par les producteurs.

L'acquisition n'ayant pas été faite à temps à cause de la complexité de la mise en œuvre de l'opération surtout dans la détermination de type de matériel à démontrer et l'organisation de l'achat compte tenu de l'importance de l'enveloppe; l'activité est reportée à 2012 où le dossier d'une consultation restreinte est déjà préparé.

S'agissant de conduite de champ de diversification, il a été mis en place des intrants selon la répartition suivante :

Région	Département	Commune	Types de semences améliorées		
			Pastèque (boite/sachet de 25 g)	melon (sachet de 5 g)	Total
Diffa	Diffa	Diffa	50	40	90
		Chétimari	50	40	90
		Gaskerou	50	40	90
		Bosso	50	40	90
	Mainésoroa	Mainésoroa	50	40	90
		Goudoumaria	50	40	90
Total Diffa	02	06	300	240	540
Tahoua	Tahoua	Tahoua	50	40	90
		Kalfou	50	40	90
	Konni	Konni	50	40	90
		Malbaza	50	40	90
	Illéla	Illéla	50	40	90
		Badaguichiri	50	40	90
		Bagaroua	50	40	90
	Bouza	Karofane	50	40	90
Tama		50	40	90	

	Abalak	Abalak	50	40	90
		Akbounou	50	40	90
Total Tahoua	05	11	550	440	990
T. Général	07	17	850	680	1 530

Les arrêts brusques de la pluie dans la quasi totalité des localités ciblées n'a pas permis d'enregistrer des résultats probants malgré la mise en place de 1 530 sachets de semences de pastèque et de melon.

Volet Elevage

La formation des producteurs

Elle a concerné 92 producteurs et 24 agents d'élevage en aviculture et 60 bénéficiaires en élevage naisseur ovin.

Vulgarisation de pintades galor

Il a été mis en place 1052 pintades galor en deux (2) opérations pour 72 bénéficiaires au total. Ces bénéficiaires appartiennent à 28 groupements localisés dans 18 villages de 9 communes dans 6 départements du Niger. La répartition de la première opération de mise en place des galor est la suivante :

Régions	Départements	Communes	Réalizations		
			Nbre d'unités	Nbre de bénéficiaires	Nbre de pintades
Dosso	Boboye	Birni N'Gaouré	4	4	40
Maradi	Guidan Roundji	Guidan Roundji	4	2	40
		Tibiri	3	2	30
Tahoua	Konni	Konni	20	20	200
Tillabéry	Kollo	Liboré	10	10	100
		N'Dounga	7	7	70
Niamey	Niamey	Niamey 3	7	4	70
		Niamey 4	11	6	110
Zinder	Mirriah	Mirriah	17	17	170
		Kwaya	10	12	102
Total			93	84	932

Suite aux problèmes de sexage constatés dus au nombre souvent très élevé de mâles par rapport aux femelles, une deuxième opération d'échange et de

remplacement a eu lieu. Cette opération a permis de récupérer 48 mâles. Ainsi, 47 mâles et 308 femelles ont été replacés.

La prophylaxie des maladies aviaires.

Il y a eu 1 campagne de prophylaxie dans les zones de distribution des galor qui a permis de vacciner toutes les pintades placées.

La situation de la vaccination est la suivante :

Départements	Poules	Pintades	Canards	Dindons	Oies	Pigeons	Total
Boboye	582	376	-	-	-	-	958
Konni	2 915	760	129	-	-	-	3 804
Guidan Roudji	1 601	338	68	-	-	-	2 007
Mirriah	2 426	805	283	7	3	244	3 768
Kollo	4 922	640	87	-	-	-	5 649
Niamey III et IV	972	588	78	-	-	96	1 734
TOTAL	13 418	3 507	645	7	3	340	17 920

Formation en élevage naisseur

Elle s'est déroulée du 26 au 31 décembre dans deux centres, à savoir Diffa et Konni. Au total 60 producteurs (respectivement 27 et 33) ont été formés par une équipe de 3 personnes.

Par rapport à l'ensemble du volet Elevage, le retard accusé dans la mise en place des fonds de démarrage et le lancement du projet explique les réalisations mitigées en 2011 dans le secteur de l'élevage.

Aussi, malgré l'engouement des producteurs pour le petit élevage notamment l'élevage des petits ruminants (ovins, caprins), la plupart des programmations n'ont soit pas été réalisées ou ne l'ont été que très partiellement.

Ainsi l'aviculture fermière et l'embouche ovine malgré l'identification des bénéficiaires n'ont connu aucune réalisation ni en termes de formation des bénéficiaires à plus forte raison en termes d'acquisition des animaux et volailles.

La production et vulgarisation de la pintade Galor qui a connu le plus d'activités concernant le volet élevage avec l'avantage de la disponibilité d'un fournisseur local n'a cependant pas atteint les objectifs fixés malgré la forte demande. En effet la disponibilité en femelles a beaucoup limité les prévisions.

De plus, les conditions d'élevage des pintades par la plupart des bénéficiaires avec le non respect des itinéraires techniques reçus à la formation (les poulaillers coincés dans le village au lieu des champs par peur du vol, l'alimentation seulement à base de grains de céréales au détriment de la formule améliorée), une première erreur de sexage des premiers lots avec une disproportion mâles/femelles ont limité l'épanouissement et la productivité des unités placées.

La signature tardive des contrats de suivi des unités avec les services techniques de l'élevage n'ont pas permis de disposer de statistiques complètes sur les unités (évolution des effectifs, ponte d'œufs, couvaison/éclosion de pintadeaux, commercialisation des œufs, suivi sanitaire, ...etc...).

Volet Pêche

La formation des pêcheurs n'a pas eu lieu. Elle est prévue en 2012.

Volet suivi-évaluation

Une seule formation a eu lieu ; il s'agit de la formation des cadres du projet et des institutions partenaires en Gestion axée sur les résultats (GAR).

La formation a eu lieu du 5 au 9 septembre 2011 et a concerné 17 participants. Cette formation a permis d'élaborer quatre principaux outils essentiels suivants:

- le cadre logique axé sur les résultats du projet qui figure en annexe ;
- la chaîne de résultats ;
- le cadre de mesure de rendements
- le plan de suivi des résultats.

Volet Microfinance et renforcement des capacités

Les activités réalisées sont essentiellement l'évaluation des OP. 210 responsables des organisations ont été formés dans 10 centres.

Observations et commentaires

C'est la composante qui a connu le plus de réalisations physiques sur le terrain. En effet, tous les volets ont été actifs, notamment en matière d'élevage ; et de vulgarisation de technologies pour la petite irrigation. A terme, ces réalisations auront des résultats significatifs si les activités et le suivi se déroulent convenablement. Dans le cadre du suivi, plusieurs conventions ont été signées avec les services techniques partenaires. La mise en œuvre de ces conventions permettra non seulement d'encadrer et de suivre les bénéficiaires dans leurs activités, mais également d'asseoir le dispositif de suivi-évaluation.

2.4.Composante D : Ligne de microfinance et renforcement des capacites

2.4.1. Rappel des prévisions

Les activités programmées au titre de cette composante pour l'année 2011 sont entre autres :

- Le recrutement de l'expert en finance Islamique
- La participation aux activités de l'expert en finance Islamique dans l'élaboration du manuel de procédures de financement, la concertation des IMF concernées par la mise en œuvre de la Microfinance, l'élaboration des modalités et les outils de mise en œuvre de l'activité de Microfinance ; les activités de renforcement des capacités des acteurs ; la mise en place de la ligne de Microfinance ...etc ;
- L'organisation d'un atelier de validation du manuel de procédures de financement élaboré par l'expert
- L'identification et l'évaluation des capacités des IMF ;
- Le renforcement des capacités des acteurs et partenaires (IMF, OP....) de la composante : formation en vie associative des OP, formation en gestion des OP ; formation des responsables IMF et OP en gestion de crédits
- La mise en place des structures d'analyse et d'approbation des dossiers de Microfinance
- L'établissement des situations de placement crédits ;
- Les activités de communication de la composante telles que : production de vidéo éducation et démonstration ; production de programmes médias (radio, télévision, etc.) ;
- Le bilan des activités de la composante, notamment la situation de la ligne de crédit
- La mise en place d'un système d'information de gestion sur la microfinance et le suivi-évaluation des activités. Il s'agira ; à partir d'application d'EXCEL et/ou d'ACCESS, de constituer des bases données pour gérer l'information sur les activités de la microfinance et du suivi-évaluation.

2.4.2. Réalisations physiques

Les réalisations concernent l'évaluation des performances des Institutions de microfinance (IMFs).

Observations et commentaires

L'activité réalisée dans le cadre de cette composante concerne essentiellement l'évaluation des performances des Institutions de microfinance (IMFs).

L'insuffisance de réalisation est dû au manque de recrutement de l'expert en finance islamique. Le processus est toujours en cours, mais très avancé.

2.5. Composante E : Appui à l'UGP

2.5.1. Rappel des prévisions

Les activités prévues concernent essentiellement :

- l'installation de l'équipe de projet (UGP) ;
- l'acquisition et l'installation des moyens opérationnels, du matériel, des équipements, des fournitures et des services divers,
- la mise en place des systèmes et procédures de gestion administratives, comptable et financière ainsi que du suivi-évaluation;
- l'identification des acteurs et partenaires ;
- l'information et la sensibilisation de ces derniers sur le projet ;
- le lancement du projet ;
- l'identification et la programmation des activités à mettre en œuvre au niveau des différentes composantes;
- les réunions de concertation à l'occasion des rencontres concernant la mise en œuvre du projet
- les activités de communication
- la production de rapports de suivi financier, de justification des fonds ; l'élaboration et la transmission de demandes de remboursement ou de paiements directs,
- la production de rapports d'activité trimestrielle et annuelle
- la conception et la mise en place du système et du dispositif de programmation et de suivi-évaluation.

2.5.1. Réalisations physiques

Volet Coordination ; Administration, Comptabilité-Finance et Passation de marchés

- L'installation complète du personnel de l'UGP dans le bâtiment mis à sa disposition par l'Etat ;
- La réalisation, par les cadres de l'UGP, d'une mission de prise de contact, d'information et de sensibilisation des partenaires du projet dans les différentes régions du pays ;
- L'acquisition des matériels, équipements et des fournitures de bureau pour le fonctionnement de l'UGP; sauf le matériel roulant dont le processus est en cours (voir liste en annexe).

- Le lancement des procédures de passation de marchés pour le recrutement de l'ingénieur-conseil ; l'expert en finance islamique ; l'acquisition des véhicules ;
- L'organisation de la réunion du comité de pilotage le 24 mai 2011 ;
- L'organisation de l'atelier de démarrage les 30 juin et 1^{er} juillet 2011.
- La rencontre, en juillet 2011, avec la mission de supervision de la BID, représentation de Dakar au cours de laquelle un appui important a été apporté à l'UGP dans l'élaboration du programme et budget pluriannuels et du PTBA 2011. Ce qui a permis notamment d'apporter des éclaircissements sur la mise en œuvre du projet
- La participation à plusieurs rencontres avec les partenaires et le Ministère de tutelle ; notamment les réunions de cabinet ; les réunions dans le cadre du programme d'urgence ; les réunions d'arbitrage avec le Ministère du Plan...etc.
- La préparation et l'envoi à la BID de deux DRF pour un montant total de plus de 393 millions fcfa.

Volet Programmation et Suivi-Evaluation

- La conception du système et du dispositif de suivi-évaluation, notamment les outils essentiels : cadre logique, méthodologie de programmation et de suivi-évaluation ; fiches de programmation ; fiches de suivi-évaluation des activités ; identification des logiciels nécessaires...etc ;
- L'élaboration du programme et budget pluriannuels en collaboration avec les toutes les parties prenantes.
- L'élaboration du PTBA 2011
- L'élaboration de la version provisoire du manuel de procédures de suivi-évaluation ;
- L'identification des besoins en information pour l'élaboration de la situation de référence
- La mise en place d'une base de données informatisée pour le suivi-évaluation.
- L'élaboration des quatre rapports d'activités trimestrielles.

Observations et commentaires

Les activités dans le cadre de cette composante, se sont déroulées normalement dans l'ensemble malgré quelques difficultés en matière de passation de marché pour le recrutement des différents experts externes et l'acquisition des véhicules où les retards sont importants. En effet, le manuel de procédures administratives,

financières et comptable n'est pas été achevé en fin décembre. Ces retards risquent de se répercuter négativement sur les activités de l'année 2012 qui semble être chargée.

Concernant la gestion financière et comptable, la comptabilité est tenue ; mais le logiciel de gestion financière n'est pas encore mis en place.

Le compte spécial a été régulièrement alimenté et fonctionne normalement.

Le personnel du projet comprend huit (8) cadres et cinq (5) auxiliaires (voir liste en annexe)

Un dispositif de communication interne a été mis en place ; les cadres de l'UGP se réunissent assez régulièrement. Une stratégie de communication a été élaborée.

Des conventions de partenariats ont été signées notamment avec les services techniques déconcentrés pour l'encadrement et le suivi des réalisations.

Concernant le suivi-évaluation les outils sont en place et utilisés ; mais le logiciel de suivi-évaluation n'est pas encore installé. De même, le dispositif de base, qui devrait s'appuyer sur les services techniques partenaires aux niveaux départemental et régional, n'est pas complètement opérationnel en termes de fournitures d'informations.

Un seul cadre est en charge de la coordination de la programmation et du suivi-évaluation au sein de l'UGP.

2.6. Composante F : Etudes, Supervision, Rapport D'achèvement

2.6.1. Rappel des prévisions

Il s'agit de requérir les services de consultants dans le cadre des activités de la composante A « Infrastructures communautaires », il s'agira d'effectuer des études et contrôles techniques pour la réalisation des ouvrages tels que : seuils d'épandage, pistes rurales, boutiques d'intrants, magasins de stockage, salles de réunion...etc ainsi que des études hydrogéologiques.

Deux types d'études sont prévus :

- Etudes techniques pour les infrastructures à mettre en place: Elles englobent l'ensemble des études des seuils, des pistes, des magasins, des salles de réunion, des boutiques etc.
- Etude hydrogéologique

2.6.2. Réalisations physiques

Aucune réalisation significative par rapport aux prévisions du fait du manque de recrutement de l'ingénieur-conseil.

Observations et commentaires

Les procédures d'appel d'offre pour ces deux études sont lancées.

Concernant les études des infrastructures ; la non objection de la BID sur l'évaluation des offres financières est attendue impatiemment. Quant aux études hydrogéologiques, le DAO vient d'être élaboré.

Concernant le suivi des activités par les services techniques du GR ; des contrats de partenariat ont été signés.

2.7. Composante G : Audit

2.6.1. Rappel des prévisions

Il est prévu dans le cadre de cette composante :

Le recrutement d'un consultant local spécialisé en vue de :

- l'élaboration du manuel de procédures administratives, financières et comptables; et l'audit annuel des comptes
- L'audit annuel des comptes du projet 2011.

2.6.2. Réalisations physiques

- Le cabinet spécialisé a été recruté, le contrat a été signé en juillet 2011 ;
- La certification des dépenses pour les DRFs engagées a été faite.

Observations et commentaires

Notons le retard accusé dans l'élaboration du manuel de procédures administratives, financières et comptables. Un premier draft du document a été présenté aux cadres de l'UGP en début janvier. La version finale est attendue.

Tableau récapitulatif des réalisations physiques

indicateurs	Objectifs du projet	Prévisions 2011	Réalisations 2011	Taux de réalisation (%)	Taux de réalisation par rapport aux objectifs du projet	Observations
Composante A : Infrastructure communautaires						
Récupération de terres agricoles dégradées (ha)	2 625	400	0	0		
Composante B : Appui aux activités agricoles, d'élevage et de pêche						
Volet agriculture						
Nombre d'unités de modèle M ₂ (fermes individuelles) mises en place	500	50	0	0	0	
Nombre d'unités de modèle M ₃ (fermes individuelles) mises en place	1344	50	0	0	0	
Nombre d'unités de modèle M ₄ (fermes individuelles) mises en place	210	42	0	0	0	
Nombre d'unités de modèle M ₆ (fermes individuelles) mises en place	144	14	0	0	0	
Nombre UCA bovines mises en place	820	100	0	0	0	
Nombre UCA asines mises en place	275	50	0	0	0	
Nombre de kits agricole mis en place	450	50	0	0	0	
Volet Elevage						
Aviculture fermière (unités)	1050	102	0	0	0	les réalisations n'ont pu être faites par manque d'opérationnalité de la ligne de microfinance
Embouche ovine (unités)	8750	400	0	0	0	
Elevage ovin naisseur (unités)	3500	700	0	0	0	
Volet pêche						
Empoisonnement des mares	5 840	1 000	1 054	105,4	17, 12	Prévisions dépassées, mais cette activité devrait rentrer dans le cadre de la composante A
Superficie en ha)						

Quantité de poissons introduits (unités)		21 890	18 160	82,96		Réalisations inférieures aux prévisions
Composante C : Mesures d'accompagnement						
Nombre de mécaniciens et foreurs formés		100	0	0		la formation n'a pas eu lieu
Nombre d'unités de Transfert de technologies en matière d'irrigation (fermes de modèles m3 et m5)		18	18	100		88 forages et 8800 ml de réseaux mis en place
Voyage d'études		3	0	0		
Nombre de producteurs formés en aviculture (centres)		3	0	0		
Nombre de producteurs formés en embouche ovine (centres)		3	0	0		
Nombre de producteurs formés en élevage naisseur		ND	60	0		2/3 centres de formation réalisés
Nombre d'unités de pintades galor diffusées		180	932			
Nbre de campagnes de prophylaxie aviaires		16	1	6%		
Nombre de pêcheurs formés	800	100	0	0	0	
Nbre de démonstrateurs formés en culture attelées		17				
Nbre de parcelles de démonstrations en culture pluviales		60	130	216		
Nbre de parcelles de démonstrations en cultures irriguées		30	0	0		
Nbre d'UCA de démonstrations en cultures attelées		60	0	0		
Nbre d'intrants agricoles placés (sachets de semences potagères) pour champs de diversification en dunaire			1530			Activité non prévue réalisée

Nbre de fermes de démonstration en goutte-à-goutte/californien		8	0	0	
Nbre de parcelles de démonstration en diversification de cultures		40	ND		
Nbre de session de formation en GAR		1	1	100	17 cadres de l'UGP et des partenaires formés en GAR
Nbre de session de formation en gestion de bases de données		1	0	0	
Nbre de centres alphabétisation fonctionnelle		4	0	0	
Nbre de session de formation en SIG		1	0	0	
Nbre de session de formation en SPSS		1	0	0	
Nbre de session de formation des OP en vie associative		1	0	0	
Nbre d'études d'évaluation des OP		1	1	100	
Nbre d'acteurs formés en crédit islamique	ND		0		
Composante D : Ligne de microfinance et renforcement des capacités					
Recrutement expert en finance islamique (h/j)		90	0	0	0 Processus en cours
Evaluation des IMFs (étude)		1	1	100	
Evaluation des OC (étude)		1	1	100	
Nbre de ligne de crédit mise en place	1	1	0	0	0 Activité dépendante du recrutement de l'expert en finance islamique
Nbre de sessions d'approbation de sous-projets		4	0	0	0 Activité dépendante du recrutement de l'expert en finance islamique
Composante E : Appui à l'UGP					
A/Equipements et fournitures (milliers fcfa)		135 500	37 641	27%	
A.1 Acquisition et installation de logiciels (conception et		15 000	750	5%	

élaboration des outils de gestion)						
A.2 Véhicules (milliers fcfa)		85 000	0	0	0	
A.3 Equipements et autres (milliers fcfa)		35 500	36 891	103 ,9%		
B/Salaires et indemnités (milliers fcfa)		87 628	85 820	97%		
C/Fonctionnement (milliers fcfa)		85 238	34 805	40 ,80 %		
Nbre de mission de supervision du comité de pilotage		1	0	0		
Nbre de rapports trimestriels élaborés		4	4	100		
Formation Personnel UGP (milliers fcfa)		0	0	0		
Nbre de contrats de passation de marchés						
Composante F : Etudes, Supervision rapport d'achèvement						
Nbre d'études hydrogéologiques	1	1	0	0		DAO élaboré
Nbre d'études des infrastructures	1	1	0	0		Processus de recrutement ingénieur-conseil en cours
Composante G : Audit						
Recrutement cabinet spécialisé	1	1	1	100	100	
Nbre de certification de dépenses		ND	2			
Nbre d'audits réalisés	5	1	0	0	0	audit non débuté au 31 décembre

III - BILAN DES REALISATIONS FINANCIERES

Le tableau ci-dessous présente l'état de l'exécution budgétaire au 31/12/2011:

Composante	Budget Global	Budget 2011 (1)	Réalisé (2)	Taux d'exécution budgétaire
Composante A	2 735 000 000	120 000 000	23 093 260	19%
Composante B	1 585 000 000	113 900 000	0	0%
Composante C	1 150 000 000	274 330 000	105 087 124	38%
Composante D	1 610 000 000	328 000 000	0	0%
Composante E	625 000 000	308 358 000	178 266 448	58%
Composante F	860 000 000	277 104 000	5 478 600	2,0%
Composante G	40 000 000	8 000 000	0	0%
TOTAL	8 605 000 000	1 429 692 000	311 925 432	21,82 %

Montant décaissé au profit du Projet Par la BID	385 976 322
Dépenses réalisées	311 925 432
Trésorerie au 31-12-2011 (Solde Comptable)	74 050 890

Appréciation globale

Les dépenses engagées au titre de l'année 2011 s'élèvent à un montant de 311 925 432 fcfa sur une prévision de **1 429 692 000 fcfa** ; **soit un taux d'exécution budgétaire de 21,82%** ; cela dénote un faible taux de consommation. Cette faible performance s'explique en partie par le fait que le projet a démarré ses activités tardivement et les procédures de traitement de l'avance de démarrage a connu une lenteur considérable. Le taux d'exécution était de **15 %** au 30 juin 2011.

Par rapport à l'enveloppe globale du projet, le taux de réalisation budgétaire est de **3,6 %** ; ce qui est aussi faible.

Notons que certaines composantes ont un taux d'exécution nulle ; c'est le cas des composantes B ; D et G ; du fait des retards dans le recrutement des consultants externes.

Appréciation par composante

Composante A : Infrastructures communautaires

Le taux de réalisation budgétaire de cette composante est de **19 %** alors qu'elle représentait 8 % du budget. Les dépenses engagées s'élèvent à un montant de 23 093 260 fcfa.

Composante B : Appui aux activités agricoles, d'élevage et de pêche

Le taux de réalisation budgétaire de cette composante est de **0 %** comme annoncé précédemment pour les raisons que connu, c'est-à-dire l'absence de l'expert en finance islamique. .

Composante C : Mesures d'accompagnement

Pour cette composante, les dépenses se sont élevées à 105 087 124 fcfa, soit un taux de réalisation budgétaire de 38 %. Notons que dans cette composante que la plupart des réalisations ont été effectuées. L'essentiel des activités réalisées se résument à la mise en place des pintades galor ; aux démonstrations pour les cultures irriguées et pluviales ; ainsi que la formation des producteurs.

Composante D : Ligne de micro finance et renforcement des capacités

A l'instar de la composante B, aucune dépense engagée dans cette composante.

Composante E : Appui à l'UGP

Les dépenses se sont élevées à 178 266 448 fcfa, soit un taux d'exécution de 58 % ; le plus élevée par rapport aux autres composantes. Cette situation s'explique par l'installation de l'UGP et le démarrage des activités du projet.

Par rapport à l'enveloppe globale du projet, le taux de réalisation budgétaire est de **28,5 %** ; ce qui est aussi faible du point de vue de la consommation budgétaire. Ce taux devrait plus important si les dépenses prévues (85 millions fcfa) pour l'acquisition des véhicules ont été faites.

Composante F : Etudes, Supervision rapport d'achèvement

Le taux de réalisation budgétaire de cette composante est de **0 %** du fait de l'absence des consultants devant réaliser les études prévues.

Composante G : Audit

C'est la troisième composante à ne pas connaître de dépenses engagées. Mais le contrat du cabinet d'audit a été signé.

Le récapitulatif des réalisations financières par activités se présente comme suit :

Tableau récapitulatif des réalisations financières par composante

Indicateurs	Objectifs du projet	Prévisions 2011	Réalisations 2011	Taux de réalisation (%)	Taux de réalisation par rapport aux objectifs du projet	Observations SOLDES par activités
Composante A : Infrastructure communautaires						
Récupération de terres agricoles dégradées (ha)	2 625	80.000.000	0	0		80.000.000
Composante B : Appui aux activités agricoles, d'élevage et de pêche						
Volet agriculture						
Nombre d'unités de modèle M ₂ (fermes individuelles) mises en place	500	38.000.000	0	0	0	38.000.000
Nombre d'unités de modèle M ₃ (fermes individuelles) mises en place	1344	29.000.000	0	0	0	29.000.000
Nombre d'unités de modèle M ₄ (fermes individuelles) mises en place	210	18.900.000	0	0	0	18.900.000
Nombre d'unités de modèle M ₆ (fermes individuelles) mises en place	144	28.000.000	0	0	0	28.000.000
Nombre UCA bovines mises en place	820	65.000.000	0	0	0	65.000.000
Nombre UCA asines mises en place	275	12.500.000	0	0	0	12.500.000
Nombre de kits agricole mis en place	450	2.500.000	0	0	0	2.500.000
Volet Elevage						
Aviculture fermière (unités)	1050	62.540.000	0	0	0	62.540.000
Embouche ovine (unités)	8750	1.620.000	0	0	0	1.620.000
Elevage ovin naisseur (unités)	3500	62.540.000	0	0	0	62.540.000
Volet pêche						
Empoissonnement des mares	5 840	40.000.000	23093260	57,73%		16.906.740
Composante C : Mesures d'accompagnement						
Nombre de mécaniciens et foreurs formés		10.000.000	6.500.000	0		3.500.000
Nombre d'unités de		31.290.000	34.874.160	100		-3.584160

Transfert de technologies en matière d'irrigation (fermes de modèles m3 et m5)						
Démonstration et suivi culture		10.200.000	5.515.935			4.684.065
Démonstration culture irriguée		2.160.000	970.000			1.190.000
Démonstration culture attelé		18.000.000				18.000.000
Conduite champs diversifié		6.000.000	4.199.710			1.800.290
Formation cadre UGP		2.000.000				2.000.000
Voyage d'études		10.000.000	0	0		10.000.000
Nombre d'unités de pintades galor diffusées		24.500.000	7.370.380			17.129.620
Nbre de campagnes de prophylaxie aviaires		30.000.000	4.017.359			25.982.641
Formation cadre UGP et Partenaires		15.000.000	1.500.000			13.500.000
Nbre de session de formation en GAR		5.000.000	4.995.000	100		5.000
alphabétisation fonctionnelle		8.000.000	0	0		8.000.000
formation des OP en vie associative		16.000.000	12.650.000	0		3.350.000
Nbre d'études d'évaluation des OP		8.500.000	8.219.500	100		280.500
Formation des OP		6.000.000	5.077.600			922.400
Communication		4.230.000				4.230.000
Composante D : Ligne de microfinance et renforcement des capacités						
Recrutement expert en finance islamique (h/j)		30.000.000	0	0	0	30.000.000
Evaluation des IMFs (étude)		10.000.000				10.000.000
Système d'information des IMF		10.000.000				10.000.000
Nbre de ligne de crédit mise en place		255.000.000	0	0	0	255.000.000
Composante F : Etudes, Supervision rapport d'achèvement						
Nbre d'études hydrogéologiques		200.000.000	0	0		200.000.000
Nbre d'études des infrastructures		77.104.000	0	0		77.104.000
Composante G : Audit						
Nbre de certification de dépenses		6.000.000				6.000.000
Manuel de Procédures Comptable	1	8.000.000	0	0	0	8.000.000

IV- RESUME - CONTRAINTES ET DIFFICULTES

RESUME

L'année 2011 qui marque le démarrage effectif du projet a été caractérisé par un retard important du point de vue des réalisations. En effet, si l'on compare les prévisions aux réalisations, il subsiste des écarts importants dans plusieurs composantes. C'est le cas de la composante A et de la composante D qui n'ont enregistré aucune réalisation du fait du retard accusé dans le recrutement des consultants, l'ingénieur –conseil et l'expert en finance islamique. Cet état fait a marqué un frein à la mise en œuvre de ces composantes, voire de l'ensemble du projet. C'est au cours de cette année que devraient être réalisées les activités majeures dans les domaines de l'irrigation, de l'élevage et du financement des AGR. Malgré cela, quelques réalisations ont été enregistrées en matière de pêche où 11 plans d'eau ont été empoisonnés; en matière d'élevage et de diffusion de pintades galor avec 932 placées et en matière de transfert de technologie avec la mise en place de 88 forages, 88 motopompes et 8.800 ml de réseaux d'irrigation.

C'est au cours de cette année que devraient se réaliser la mise en place des dispositifs de gestion financière et comptable et de suivi-évaluation. Dans ce dernier domaine, le système a été conçu et les outils importants ont été développés tels que le cadre logique axé sur les résultats ; les outils de programmation et de suivi-évaluation ; le cadre de mesure de rendement et le plan de suivi des résultats. Ces outils ont été intégrés au manuel de procédures de suivi-évaluation élaboré.

Le dispositif de gestion financière et comptable devrait être définitivement mis en place avec l'élaboration du manuel de procédures administratives, financières et comptables qui n'est jusqu'à présent pas terminé.

Le taux d'exécution budgétaire est de 22 % ; ce qui semble relativement faible.

Un certain nombre de logiciels devraient être mis en place tant en gestion financière et comptable qu'en suivi-évaluation. Le dispositif de suivi-évaluation devrait être pleinement opérationnel avec la collaboration active entre les cadres de l'UGP et ceux des services techniques partenaires.

On devrait également assister à une maîtrise totale du processus de passation de marchés pour éviter les retards qui pénalise la mise en œuvre des activités.

Il convient de noter que les réalisations effectuées constituent plutôt un potentiel de résultats que des réalisations. En effet, l'empoisonnement mené à terme devrait permettre d'obtenir des résultats significatifs en matière de sécurité alimentaire qui est l'objectif global du projet.

CONTRAINTES ET DIFFICULTES

Sur le plan général

Le manque de document de base clair, précis et détaillé du projet constitue un handicap sérieux pour la mise en œuvre des activités dans certaines composantes.

Sur le plan spécifique :

- L'incohérence entre le programme d'activité de la composante B et le budget de cette composante telle que précisé dans le document officiel ;
- Les difficultés dans les procédures de passation de marché pour le recrutement des consultants et l'acquisition des véhicules
- Les retards accusés dans les recrutements des consultants et de l'élaboration du manuel de procédures administratives, financières et comptables
- Le manque de précision entre les activités devant être financées à crédit et celles devant être subventionnées au niveau de la composante B ;
- La non budgétisation de l'élaboration de la situation de référence du projet qui nécessite des études spécifiques devant être faites par des consultants externes.
- La faible prévision budgétaire pour le fonctionnement de l'UGP.

ANNEXES

- Cadre logique axé sur les résultats
- Liste du personnel de l'UGP
- Liste des immobilisations
- Tableau de passation des marchés

ANNEXE 1 CADRE LOGIQUE AXE SUR LES RESULTATS DU PA/PSSA2

Objectif global : Contribuer à renforcer la sécurité alimentaire des populations.		Budget du projet : 18,91 millions \$ US	
Objectif spécifique : Améliorer la production et la productivité des systèmes Agro-sylvo-pastoraux dans la zone d'intervention du Projet.		Durée du projet : 5 ans Bénéficiaires directs : 6.000 exploitants Bénéficiaires indirects : 50 000 personnes	
Hierarchie des résultats	Indicateur des résultats	Sources de vérification	Hypothèse/Risques
IMPACT :			
La vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire est réduite	% de personnes en insécurité alimentaire dans les zones d'intervention du projet	Statistiques INS/SAP Enquêtes socio-économiques périodiques et ciblées	<u>Hypothèses</u> <ul style="list-style-type: none"> • Climat politique stable • Coopération des autorités et des partenaires financiers au projet • Conditions agro climatiques favorables • Politique et stratégie en matière de sécurité alimentaire adoptées et mises en œuvre • Respect des clauses de l'accord de prêt BID <u>Risques</u> <ul style="list-style-type: none"> • Sécheresse, inondations • Suspension des décaissements
EFFETS			
EFFET 1 : La production et la productivité des systèmes agro-sylvo-pastorale et halieutique sont améliorées	Productions agricoles, animales et halieutiques des sites d'intervention du projet	Rapport d'activités du projet et des partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité alimentaire • Accès aux aliments • Stabilité de l'offre
	Taux d'augmentation des rendements des principales spéculations agricoles	Rapport d'activités du projet et des partenaires	
	Taux d'exploitation du cheptel et des sites aménagés	Rapport d'activités du	

		projet et des partenaires Enquêtes des exploitations	
EFFET 2 : Les revenus des ménages sont accrus	Revenus tirés des AGR	Enquêtes socio-économiques périodiques et ciblées Rapport d'activités du projet	<u>Hypothèses</u> Bonne utilisation des revenus <u>Risques</u> Mauvaise gestion des revenus
EFFET 3 : L'accès des populations, aux infrastructures et aux équipements de production et de soutien, est amélioré	% de personnes ayant accès aux infrastructures et aux équipements de production et de soutien Nbre d'infrastructures et d'équipements fonctionnels	Rapport d'activités du projet et des services techniques	
PRODUITS			
Produit 1 : Les infrastructures et les équipements de production et de soutien sont réalisés	Nbre d'infrastructures communautaires (seuils d'épandage, puits, ouvrages CES-DRS, magasins de stockage, salles de réunion...etc) réalisées dans les communes bénéficiaires au bout des 5 ans Taux d'équipement des exploitants (exploitants équipés / total exploitants)	Rapport d'activités du projet	<u>Hypothèses</u> • Les populations utilisent les infrastructures et les équipements en place • Les infrastructures et les équipements sont en bon état <u>Risques</u> • Les populations n'ont pas accès aux infrastructures et équipements Les infrastructures et les équipements ne sont pas fonctionnels
Produit 2 : Les facteurs de production sont renforcés	Nbre d'exploitants équipés Superficie des terres dégradées récupérées Superficie des mares empoisonnées	Rapport d'activités du projet	<u>Hypothèses</u> • Environnement macro-économique favorable (marchés, prix, conjoncture, revenus...etc) ; • Existence de

	Niveau de la nappe phréatique		débouchés pour les productions à commercialiser <u>Risques</u> <ul style="list-style-type: none"> • Mauvaises conditions agro climatiques • Dégâts parasitaires • Dégradation des ressources naturelles (baisse de la nappe phréatique, baisse de fertilité des sols, érosion, biomasse..etc) • Manque d'accès aux intrants, aux infrastructures et aux équipements
Produit 3 : Les OP disposent des moyens de diversification des productions	Nbre d'AGR crée	Rapports d'activités du projet et des IMF	<u>Hypothèse</u> : Bonne utilisation du crédit <u>Risque</u> Prix non rémunérateur
	Nbre d'OP bénéficiaires du financement du projet		
Produit 4 : Les capacités techniques et organisationnelles des producteurs sont renforcées	Nbre de bénéficiaires des techniques et technologies diffusées	Rapport d'activités du projet	<u>Hypothèse</u> Adhésion des OP <u>Risque</u> Non adoption des thèmes techniques et technologies diffusées
	Taux d'adoption des thèmes techniques et technologies diffusées		
	Nbre de bénéficiaires (individuel et collectif) formés		
	Nbre d'OP structurées et fonctionnelles		
Produit 5 : La ligne de microfinance et les IMF sont opérationnelles	Volume de crédits octroyés aux OP	Rapports d'activités du projet et des IMF	<u>Hypothèses</u> <ul style="list-style-type: none"> • Système de financement opérationnel • Ligne de crédit gérée de façon satisfaisante • IMF performantes • Crédits remboursés dans les délais
	Taux de satisfaction des requêtes de financement issues des OP		

			<ul style="list-style-type: none"> • Adhésion des populations au système de financement islamique <u>Risques</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise gestion des crédits • Manque d'engouement du crédit auprès des populations
Produit 6 : Les bonnes pratiques de management du projet sont appliquées et fonctionnelles	Taux d'exécution budgétaire	Rapports d'activités du projet	<u>Hypothèses</u> <ul style="list-style-type: none"> • Principes de bonne gouvernance du projet respectés • Dispositifs comptable, de la ligne de microfinance, du suivi-évaluation et du contrôle fonctionnels <u>Risques</u> <ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise gestion des ressources • Manque d'esprit d'équipe
	Nbre de PTBA et de rapports d'activités élaborés	PTBA	
	Nbre de réunion du comité de pilotage	Rapports d'audit	
	Nbre d'audits réalisés	Comptes rendus des réunions	
Activités			
Construire des seuils d'épandage	Nbre de seuils d'épandage construits	Coût :	<u>Hypothèses</u> Entretien et maintenance des seuils assurés par les bénéficiaires et/ou collectivités Comités de gestion fonctionnels <u>Risques</u> Ouvrages défectueux
Réaliser des pistes rurales	Km de pistes rurales et de chemins charretiers réalisé	Coût :	<u>Hypothèses</u> Entretien et maintenance des pistes assurés par les bénéficiaires et/ou collectivités Comités de gestion fonctionnels <u>Risques</u>

			Ouvrages défaillants
Construire des points d'eau potable	Nbre de puits villageois construits	Coût :	<u>Hypothèses</u> Financement disponible Entretien et maintenance des puits assurés par les bénéficiaires et/ou collectivités Comités de gestion fonctionnels <u>Risques</u> Manque de financement de l'activité Ouvrages défaillants
Construire et équiper des boutiques d'intrants	Nbre de boutiques d'intrants construits et équipés	Coût :	<u>Hypothèses</u> Boutiques fonctionnelles Comités de gestion fonctionnels Financement assuré par le gouvernement <u>Risques</u> Financement non assuré
Construire et équiper des magasins de stockage	Nbre de magasins de stockage construits et équipés	Coût :	<u>Hypothèses</u> Magasins fonctionnels Comités de gestion fonctionnels Financement assuré par le gouvernement <u>Risques</u> Financement non assuré
Construire et équiper des salles de réunion	Nbre de salles de réunion construites et équipées	Coût :	<u>Hypothèses</u> Financement assuré par le gouvernement

			<u>Risques</u> Financement non assuré
Restaurer des terres agricoles dégradées	Nbre d'ha de ha de terres agricoles dégradées récupérées et restaurées	Coût :	<u>Hypothèses</u> Sécurité foncière assurée Bonne maîtrise des conflits fonciers <u>Risques</u> Insécurité foncière Conflits fonciers après récupération des terres
Empoissonner des mares	Nbre de mares empoissonnées Superficie de mares empoissonnées	Coût :	<u>Hypothèses</u> Conditions agro climatiques favorables Respect des règles établies en matière de pêche et de la gestion des mares
Equiper des fermes individuelles d'une superficie de 0,5 ha en modèle M2	Nbre de fermes individuelles d'une superficie de 0,5 ha équipé en modèle M2	Coût :	<u>Hypothèses</u> Adhésion des producteurs à la technologie
Equiper des fermes individuelles d'une superficie de 0,5 ha en modèle M3	Nbre de fermes individuelles d'une superficie de 0,5 ha équipé en modèle M3	Coût :	<u>Hypothèses</u> Adhésion des producteurs à la technologie
Equiper des fermes individuelles d'une superficie de 0,5 ha en modèle M4	Nbre de fermes individuelles d'une superficie de 0,5 ha équipé en modèle M4	Coût :	<u>Hypothèses</u> Adhésion des producteurs à la technologie
Equiper des fermes individuelles d'une superficie de 0,5 ha en modèle M6	Nbre de fermes individuelles d'une superficie de 0,5 ha équipé en modèle M6	Coût :	<u>Hypothèses</u> Adhésion des producteurs à la technologie
Mettre en place des unités de cultures attelées (UCA)	Nbre d'UCA bovines mises en place	Coût :	<u>Hypothèses</u>

bovines			Adhésion des producteurs à la technologie
Mettre en place des unités de cultures attelées (UCA) asines	Nbre d'UCA asines mises en place	Coût :	<u>Hypothèses</u> Adhésion des producteurs à la technologie
Mettre en place des kits d'outillage agricole	Nbre de kits d'outillage agricole mis en place	Coût :	
Mettre en place des unités d'aviculture fermière	Nbre d'unités d'aviculture fermière mises en place	Coût :	
Réaliser les opérations d'embouche ovine	Nbre d'unités de béliers	Coût :	
Réaliser les opérations d'élevage ovins naisseurs	Nbre d'unités d'élevage naisseur	Coût :	
Equiper les pêcheurs	Nbre de pêcheurs équipés	Coût :	
Assurer la Formation technique des producteurs	Nbre de producteurs formés	Coût :	
Transférer des technologies	Nbre de technologies transférées	Coût :	
Réaliser les opérations de Promotion pintade « galor »	Nbre d'unités de pintades galor diffusées	Coût :	
Mener les campagnes de prophylaxie	Nbre de campagnes de prophylaxie menées	Coût :	
Structurer les OP	Nbre d'OP structurées	Coût :	
Former les acteurs en suivi-évaluation	Nbre de personnes formées en suivi-évaluation	Coût :	
Assurer l'appui-conseil aux producteurs	Nbre de missions d'appui-conseil	Coût :	
Recruter un consultant en finance islamique	Expert en finance islamique recruté	Coût :	
Elaborer le manuel de procédures de financement de crédit	manuel de procédures de financement de crédit élaboré	Coût :	
Former les acteurs et partenaires de la microfinance	Nbre d'acteurs et de partenaires formés en microfinance	Coût :	

Mettre en place la ligne de crédit	ligne de crédit mise en place	Coût :	
Financer les dossiers de microfinance	Nbre de dossiers de microfinance financés	Coût :	
Assurer l'appui-conseil aux IMF	Nbre de missions d'appui-conseil en microfinance	Coût :	
Gérer la ligne de crédit		Coût :	
Former des OP en crédit		Coût :	
Activités de coordination		Coût :	
Gérer les ressources humaines de l'UGP		Coût :	
Gérer les ressources financières de l'UGP		Coût :	
Passer les marchés		Coût :	
Assurer le fonctionnement de l'UGP		Coût :	
Concevoir, mettre en place et opérationnaliser le dispositif de Suivi-Evaluation		Coût :	
Assurer la communication du projet		Coût :	
Assurer le fonctionnement du Comité de pilotage		Coût :	
Réaliser les missions de supervision		Coût :	
Recruter l'ingénieur-conseil		Coût :	
Assurer les Contrôles et supervisions techniques des travaux		Coût :	
Réaliser les études techniques		Coût :	
Organiser l'atelier de lancement du projet		Coût :	
Assurer le suivi technique des opérations de la composante B		Coût :	

Réaliser l'évaluation à mi-parcours		Coût :	
Elaborer le rapport d'achèvement du projet		Coût :	
Réaliser l'évaluation finale du projet		Coût :	
Recruter le cabinet d'audit		Coût :	
Certifier les dépenses et l'audit annuel des comptes		Coût :	
			<p><u>Conditions préalables au démarrage réunies:</u> accord de prêt et de subvention en vigueur ; UGP installée ; fonds mobilisés et mis en place ; projet lancé ; formalités administratives et techniques remplies..etc.</p>

ANNEXE 2 : Liste du Personnel de l'UGP

Le personnel de l'UGP est reparti en trois (3) catégories :

Le personnel mis à la disposition, le personnel contractuel et le personnel d'appui.

N°	Nom-Prénom	Fonction	Statut	Date de prise de service
	Mr Moutari souley	Coordonnateur	Expert national mis à la disposition	23/06/2010
	Mr Almou yahouza	Responsable chargé des questions agricoles	Expert national mis à la disposition	23/06/2010
	Mr Seyni Soumaila	Responsable des questions d'élevage	Expert national mis à la disposition	23/06/2010
	Mr Boubacar Mourey	Responsable des infrastructures rurales	Expert national mis à la disposition	23/06/2010
	Mr Soumana Goudia	Responsable chargé de la mise en œuvre du volet microcrédit et du développement communautaire	Expert national mis à la disposition	13/10/2010
	Mr Oumarou Nafatou	Responsable des questions environnementales, de la pêche et de la gestion des ressources naturelles	Expert national mis à la disposition	13/10/2010
	Mr Idé Mounkaila	Responsable de la programmation et du suivi-évaluation	Personnel Contractuel	01/02/2010
	Mr Rabiou Elh Halilou	Responsable administratif, financier et comptable	Personnel Contractuel	01/02/2010
	Mme Illadjil Safia karimatou	Spécialiste en passation de marchés	Personnel Contractuel	01/02/2010
	Mme Bibata Baoubaoua	Secrétaire de direction	Personnel d'appui	27/12/2010

Mme Hadiza Naroua Mossi	Secrétaire de direction	Personnel d'appui	27/12/2010
Mr Hamissou Adamou	Chauffeur	Personnel d'appui	27/12/2010
Monsieur Jafarou Ibrahima	Chauffeur	Personnel d'appui	27/12/2010
Monsieur Omar Ousmane	Chauffeur	Personnel d'appui	27/12/2010
Mr Issa Manzo	Gardien	Privé	27/12/2010
Mr Abdoulaye Oumarou	Gardien	Privé	27/12/2010

ANNEXE 3 : Liste des immobilisations acquises

Nu d'ordre	Désignation	Date d'acquisition	quantité	Affectation	Etat
Bureau du COORDONNATEUR					
01	Bureau 2m40 avec retour	Mars 2011	1		Neuf
02	Fauteuil roulant	Mars 2011	1		Neuf
03	Salon complet + table	Mars 2011	1		Neuf
04	Bibliothèque	Mars 2011	1		Neuf
05	Chaise visiteur	Mars 2011	2		Neuf
06	Ordinateur complet (PC)	AVRIL 2011	1		Neuf
07	Onduleur	Avril2011	1		Neuf
08	Ordinateur Portable	Février2011	1		Neuf
09	Réfrigérateur	Avril 2011	1		Neuf
10	Clés internet orange	Février2011	1		Neuf
Bureau Secrétariat du Coordonateur					
12	Bureau secrétaire	Mars2011	1		Neuf
13	Fauteuil visiteur	Mars2011	2		Neuf
14	Ordinateur complet (PC)	Avril2011	1		Neuf
15	onduleur	Avril 2011	2		Neuf
16	autocommutateur réseau	Février 2011	1		Neuf
17	Appareil modem	Février 2011	1		Neuf
18	Imprimante laser jet réseau	Avril 2011	1		Neuf
19	Disque dur réseau 150	Avril2011	1		Neuf
Bureau de la Spécialiste de passation de Marchés					
20	Bureau1m80 expert	Mars 2011	1		Neuf
21	Chaise visiteur	Mars 2011	2		Neuf
22	Etagères en bois		1		Neuf

23	Armoire métallique		1		Neuf
24	Ordinateur complet (PC)	Avril2011	1		Neuf
25	Ordinateur Potable	Avril 2011	1		Neuf
26	onduleur	Avril 2011	1		Neuf
27	Imprimante laser jet hp1006	Mars2011	1		Neuf
28	Réfrigérateur	Avril2011	1		Neuf
Bureau de Responsable Administratif, financier et Comptable					
29	Bureau1m80 expert	Mars 2011	1		Neuf
30	Chaise visiteur	Mars 2011	2		Neuf
31	Armoire métallique	Mars 2011	1		Neuf
32	Ordinateur complet (PC)	Avril2011	1		Neuf
33	Ordinateur Potable	Avril 2011	1		Neuf
34	onduleur	Avril 2011	1		Neuf
35	Imprimante laser jet hp1006	Mars2011	1		Neuf
36	Réfrigérateur	Avril2011	1		Neuf
37	Clés internet orange	Avril2011	1		Neuf

ANNEXE 4 : Tableau de passation de marchés

